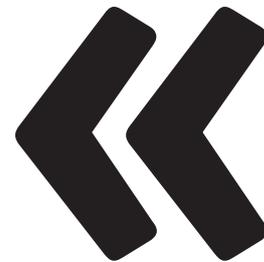


MONGONGO



Bimensuel | 21 mai 2010

N°19 | 200 FC

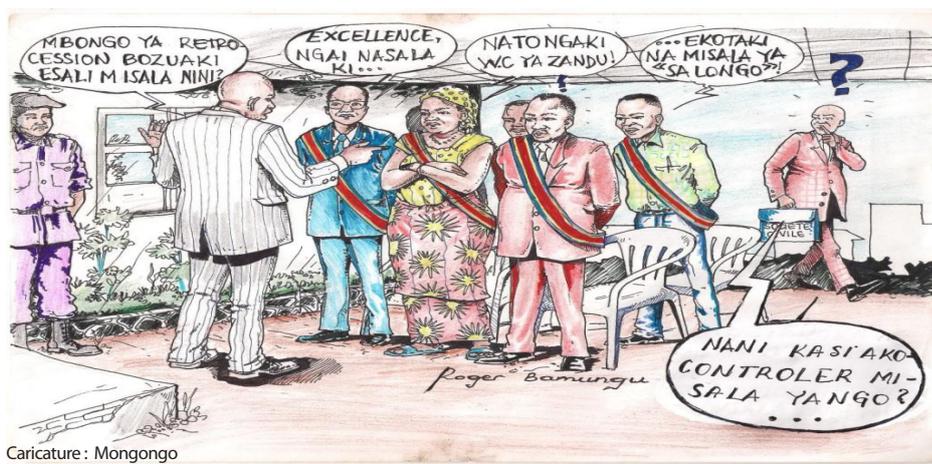
Qui contrôle la gestion des entités administratives décentralisées ?

Qui contrôle la gestion des recettes et des fonds de rétrocession alloués aux communes et à la mairie, s'interrogent certains citoyens. Certes quelques travaux sont faits, mais, la société civile doute de la transparence des comptes.

Des bornes fontaines, des latrines publiques, des ponts, des bureaux de quartiers, des travaux d'assainissement... Autant d'aménagements amorcés dans les communes et la ville. «Nous avons construit cinq bornes fontaines dans les quartiers Segama, Minzoto et Imbolo. La commune a débloqué plus de 5000\$ et 9000 \$ venant de la Monuc», explique Sébastien Loosa, bourgmestre de Mangobo. «À Kabondo, on jette un pont sur la 16^{ème} avenue et les bureaux de quartiers sont en construction», confie Jean-Claude Lupia, le bourgmestre. La commune Lubunga réhabilite les résidences des bourgmestres et les hautes herbes du boulevard Kasavubu ont été remplacées par de la pelouse. Autant d'aménagements généralement utiles. «Mais qui contrôle l'utilisation et l'affectation de fonds alloués à tous ces travaux ?», s'interroge Marien Mwamba, activiste des droits humains. Pour Ferdinand Tabio, coordonnateur de l'Ong Congo en image (CIM), «ces efforts ne suffisent pas pour parler d'actions de développement communautaire appréciables d'autant que les plans concertés et participatifs de gestion des entités ne sont pas encore de mise.»

Ces entités administratives décentralisées sont dotées d'une autonomie administrative et financière, disposent d'un patrimoine propre et d'une personnalité juridique. Elles gèrent les recettes locales et des frais de la rétrocession.

La Province rétrocède, en principe, chaque mois 5 millions de Fc à la mairie et 2,5 millions à chaque commune ainsi que le secteur de Lubuya Bera provenant des 40% de la part des recettes nationales allouées aux



Caricature : Mongongo

provinces. Ces fonds sont destinés à l'exécution des travaux à «impact visible.» Des fonds insuffisants et irréguliers au vu de l'ampleur des travaux. «Cette année, on a perçu que deux mois : janvier et février», fait savoir J.C. Lupia. «Cette irrégularité bloque la réalisation du plan. Ce qui pousse à tout orienter vers l'assainissement», explique Olivier Katanga, bourgmestre adjoint de Lubunga. Souvent ces fonds sont affectés au fonctionnement des entités, à la rémunération du personnel, à l'assainissement et maintenant, en plus, aux frais d'entretien et de carburant des véhicules.

Transparence et traçabilité

«Sans gestion concertée, il est difficile de connaître l'affectation de ces fonds», interpelle F. Tabio. Sur instruction du gouverneur, une commission a été mise sur pied au mois d'avril pour en contrôler l'utilisation dans les 6 communes, la mairie et la collectivité secteur de Lubuya Bera. Selon la note explicative de cette commission «certains animateurs des entités affectent ces fonds à d'autres fins, no-

tamment à leur paie. «Le bourgmestre et son adjoint touchent respectivement 1 millions de Fc et 850.000 Fc par mois. «Dans presque toutes les communes, tout ne semble pas transparent : inexistence de livre de caisse, des bons de commandes, bons de dépenses, bons de recettes, des états de paie», affirme un membre de la commission.

«Depuis plus d'une décennie, ces entités envoient les rapports d'activités sans celui des finances», déclare Pierre Kolongo, chef de division de l'Intérieur. «Le contrôle ne se limite qu'à l'argent perçu au courant de cette année», affirme un conseiller au ministère de l'Intérieur. La décentralisation pose un sérieux problème de contrôle, note un agent au Ministère provincial de l'économie et finances. Ce dernier plaide pour la création d'une chambre provinciale de la cour des comptes. Selon Marien Mwamba, «l'organisation des élections locales et municipales sera la solution car la loi prévoit des conseils municipaux pour chaque entité».

Trésor Boyongo

A LIRE EN PAGE...

1 Qui contrôle la gestion des entités administratives...

2 Kisangani-Ubundu: la route change la vie des habitants

3 La ville peine à se faire belle, ses habitants ne l'y aident pas

4 Stade Lumumba: supporters et gestionnaires...

Kisangani- Ubundu : la route change la vie des habitants

La remise en état de la route Kisangani-Ubundu fait revivre les régions traversées, les activités reprennent, des villages se créent. Mais l'entretien de la route reste un défi.

Le long de la route longue de 125 km qui relie Kisangani à Ubundu, sur la rive gauche du fleuve Congo de nouveaux villages et de nouvelles cases se construisent depuis septembre 2009 qu'elle est en cours de réhabilitation.

La dégradation de la chaussée avait contraint les riverains à aller habiter le long du chemin de fer ou dans la brousse «malende» (ndlr). Aujourd'hui la route bien compactée, légèrement arrondie pour éviter que l'eau stagne, les canalisations élargies permettent aux camions d'y rouler sans problèmes à 80 km/h. Chaque dix km, on aperçoit un village

de carburant et ciment traversent le fleuve à Kisangani pour aller à Kindu dans la province du Maniema via Ubundu. Les paysans qui cultivaient de petits champs, par manque de voie d'évacuation et de clients, ont multiplié leur production. «Nous cultivions des champs de 80 m à 100 m, mais actuellement nous allons jusqu'à 300 m», déclare un cultivateur. «Un gobelet de riz est passé de 200 Fc à 350 Fc avec la reprise des mouvements des populations et l'intensité du trafic», témoigne Aradjabu Kabali. L'administration locale aussi en tire le bénéfice. «Le retrait des salaires des agents du territoire se fait dé-

à présent sur financement de la coopération britannique a opté pour la mise en place de barrières de pluies : après de fortes précipitations, la route est fermée à la circulation pendant 4 à 5 heures le temps qu'elle sèche. Six barrières métalliques sont en installation. «Le bourgmestre nous a instruit de n'ouvrir qu'à 13h aujourd'hui pour protéger notre route», déclare un agent communal et les éléments de la Police routière aux camionneurs voulant à tout prix franchir la barrière de sortie de la commune Lubunga. «Nous sommes obligés des fois de barrer la route avec un bulldozer suite à l'incompréhén-



La route Kisangani - Ubundu (125 Km) en pleine réhabilitation



Une barrière de pluies sur la route Ubundu

nouvellement créé ou revitalisé par le retour des populations. Le village Lusa II à 98km a été créé par la population venue de Bagwasi à environ 60 km dans le secteur Walengola Babila en pleine forêt. «Ils n'ont pas trouvé d'espace dans mon village», explique Aradjabu Kabali, chef du village Lusa I.

Les voyageurs qui bravaient les bourbiers à vélo, moto, véhicule ou à pied ne trouvaient pas de quoi s'alimenter car la population s'était éloignée de la route principale. «En 2006 il n'y avait que le siège de l'Eglise Kimbanguiste au PK 115, maintenant c'est un grand village», témoigne un cycliste transporteur.

Regain d'activité

Chaque jour, des gros camions pleins de produits manufacturiers,

sormais en un jour», se réjouit Bilali Ali, administrateur assistant chargé des finances. «Le taux de fréquentation de centre de santé est passé de 50 à 85% et celui des femmes qui accouchent à l'hôpital de 60 à 95 %», témoigne Raphaël Shabani, infirmier titulaire du centre de santé OBILO à 82 km. Il lui faut 3 à 4 heures pour faire venir un médecin en cas d'une urgence au lieu de deux jours. En si peu de temps, la population de OBILO est passée de 6700 à 8000.

Maintenir la route en état

Toutefois, le concours de tous est nécessaire pour entretenir la route. En 2007, l'Unops l'avait déjà réhabilitée désenclavant Ubundu, isolée depuis 10 ans, mais elle s'est vite dégradée faute d'entretien. L'entreprise BEGO CONGO qui y travaille

sion de certains chauffeurs», se plaint Malmas, superviseur des travaux. Mais d'autres en comprennent comme ce conducteur qui en reconnaît l'utilité. «Cela ne me gêne pas d'attendre que la chaussée sèche». Dans certains villages comme au point kilométrique 52, la population, elle-même barre la route avec des troncs d'arbres. Selon l'ingénieur Paul Wasumbuka de l'Unops, il faut donner des moyens à l'Office des routes. Les autorités locales d'Ubundu pensent qu'«on doit associer les chefs locaux dans la relève des travaux de maintenance». Cent treize kilomètres sont déjà faits et la maintenance manuelle et mécanique est régulièrement assurée pour lutter contre l'érosion.

Francine Matope (syfia-grands-lacs)

La ville peine à se faire belle, ses habitants ne l'y aident pas

Malgré les efforts consentis par les autorités, la ville a du mal à se débarrasser des sachets et autres immondices. En cause, l'absence de suivi et de planification des décideurs mais surtout le comportement des habitants qui jettent tout partout quitte à se plaindre ensuite de la saleté.

Une année après le déclenchement de l'opération «Kisangani ville propre», le gouverneur nous a interpellé à redoubler d'efforts car la ville est sale», reconnaît le bourgmestre de la commune Makiso, Georges Kamoni qui a, dès le 29 avril, signé un arrêté invitant ses administrés à repeindre les murs, désherber leurs parcelles et assainir les boulevards et ronds-points. Il n'est pas le seul à s'activer. Son collègue de Mangobo, cure les caniveaux avec des habitants. Le maire de la ville, Guy Shilton Baendo a, lui, décrété le samedi, jour des travaux communautaires. Marchés, magasins, services publics et privés restent fermés jusqu'à 10h. Il vient de conclure un partenariat avec la fondation Bralima pour embellir la place des Martyrs à quelques jours du cinquantenaire de l'indépendance. Son prédécesseur avait placé des poubelles à certains carrefours. Les membres d'une Ong locale ramassent des papiers, sachets, déchets et des épluchures devant les magasins et les débits de boissons de la ville. Chaque soir, des jeunes gens balayent les

alentours du marché. La mairie loue un véhicule pour l'évacuation des immondices. Chaque vendeur d'eau en sachet est obligé d'avoir un gros sac pour reprendre les sachets après consommation par les clients. Mais ces efforts peinent à produire des résultats. Les activités ne sont pas bien planifiées et coordonnées. Il manque de suivi et de moyens adéquats.

Responsabilité et engagement de tous

C'est ainsi qu'en septembre 2009, la commune Makiso a initié l'opération «ville sans sachet» achetant 10 000 Fc un sac de sachets ramassés mais arrêtée faute de budget, regrette Georges Kamoni. Pour le député Jean-Michel Bondekwe, «il faut un plan de salubrité de la ville avec des sites de décharges publiques et une réorganisation du système de collecte de déchets.»

Cependant tous les efforts déployés et l'argent investi ne changeront rien si les comportements de la population et les habitudes prises ne changent pas. «Je ne suis pas le seul, tout le monde jette», se défend Papy Saleh en train de jeter ses coquilles d'œufs dans la rue. Sachets,

papiers, épluchures... Chacun laisse tomber ses déchets dans la rue, sans se soucier de la propreté de la ville.

Au marché central, on observe des montagnes d'immondices. Certains caniveaux sont curés mais les ordures qui traînent à côté y retombent sitôt la pluie venue. Selon Bobe Mose, coordonnateur du service d'assainissement du marché central, certains commerçants chient dans des sachets et les jettent en dessous de leurs étals. «Je suis venue vendre mais balayer n'est pas mon affaire», largue une vendeuse. Les petits marchés des communes ont les mêmes problèmes.

Dans les écoles et universités, les étudiants jettent les papiers dans la cour et les salles de classes. Les ordures ménagères sont balancées dans la rue. D'autres personnes font leurs besoins partout faute de toilettes publiques. «Notre ville n'a pas de décharge publique, cela nous rend la tâche très difficile», reconnaît Georges Kamoni.

Certains Boyomais font exception. «Je ramasse mes sachets après la vente car la propreté ne se limite pas à la maison», affirme Yuyu Mwayuma, vendeuse d'eau. Charles Balekage, coordonnateur de la Synergie des écologistes pour la conscientisation à la sauvegarde de la biodiversité de l'UNIKIS, explique que les déchets et les eaux stagnantes, sont des facteurs de multiplication des microbes et des moustiques, vecteurs de la malaria, fièvre typhoïde et autres maladies.

Dans le nouveau plan d'aménagement de la ville, conçu, sur financement de la Belgique, par le Programme d'Appui aux Initiatives de Développement Communautaires, (PAIDECO), il est prévu la création de décharges publiques. Mais la propreté de la ville est l'affaire de tous, de petits gestes citoyens en sont la première étape.



Credit photo : Mongongo

Un dépotoir en plein centre ville

Gabriel Famba

ACTUALITÉS

Découpage

Les députés des districts de Bas et Haut Uélé et ceux de la Tshopo ont suivi leurs collègues de l'Ituri demandant, la mise en place des nouvelles provinces. Outre les aspects constitutionnels, ils affirment que les recettes et richesses de l'actuelle Province Orientale ne profitent pas à ses populations à cause du népotisme, de la mégestion, du détournement de deniers publics, «opérations retour» devenues courantes chez certains gestionnaires. Le 4 mai, le gouverneur de province Médard Aucai a conduit à Kinshasa une délégation composée de commissaires de quatre districts, trois députés par district, excepté ceux de l'Ituri. «Le gouvernement central accepte le découpage progressivement selon la

viabilité et la fiabilité de chaque province, car cette démarche coûtera environ 1,2 millions de dollars par province. Il reste 7 lois essentielles qui doivent être votées au parlement pour le fonctionnement effectif des futurs 26 provinces», affirme l'honorable Masanga qui faisait partie de cette délégation.

8^{ème} anniversaire du massacre du 14 mai

14 mai 2010, date anniversaire du massacre du 14 mai 2002 des soldats, policiers, et civils qui avaient exprimé à la RTNC leurs ras-le-bol de la rébellion du RCD/GOMA (Rassemblement congolais pour la démocratie), les acteurs de la société civile mettent en place une commission pour mener les plaidoyers sur ce qui s'est passé dans la

ville pendant les guerres d'agression, inventorier les sites affectés et élaborer un programme des manifestations commémoratives de la guerre dite des six jours du 5 au 10 juin prochain.

Parti politique

9 avril, arrivée à Kisangani d'Alexis Mutanda, secrétaire général de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS) en tournée à l'est du pays. Il a annoncé la candidature d'Etienne Tshisekedi aux élections présidentielles prévues en 2011. A cet effet, il invite la population à participer massivement à la révision du fichier électoral et aux scrutins. Il a annoncé aussi la convocation d'un congrès de l'UDPS avant la fin de cette année.

Stade Lumumba : supporters et gestionnaires ruinent le stade

Les infrastructures du stade, refaites il y a deux ans, sont déjà en piteux état. Les supporters ne payent pas leur entrée et, de plus en plus violents, le détruisent peu à peu. Les gestionnaires se rejettent mutuellement les responsabilités de son manque d'entretien. Pourra-t-on continuer longtemps à y jouer des matchs ?

Quelle déception pour celui qui a vu le stade Lumumba lors de son inauguration le 30 juin 2007 ! Deux ans plus tard à peine, il est méconnaissable. De hautes herbes ont pris d'assaut les pourtours. Les installations hygiéniques sont hors usage et puantes. Les vestiaires ne sont pas bien nettoyés. Seize projecteurs sur dix-huit qui éclairent le stade la nuit sont endommagés. Certaines planches servant de sièges commencent à se détériorer. L'aire de jeu devient souvent impraticable surtout après une pluie. Le match entre V. Club et Malekesa dans le cadre de la Ligue Nationale de Football (LINAFOOT) a d'ailleurs été reporté après une grande pluie.

La mauvaise gestion du stade et les comportements violents de certains supporters qui n'hésitent pas à casser après une défaite, sont à l'origine de ces dégradations. En principe, les recettes du stade sont réparties entre les clubs, le comité de gestion du stade, les organisateurs des matchs et la Direction générale des recettes administratives et domaniales (DGRAD). «On assiste à des querelles car chacun veut avoir plus malgré la clef de répartition», affirme un ancien secrétaire de l'Entente urbaine de football de Kisangani (EUFKIS).

Pas de recettes

En outre les recettes sont maigres. «Le stade ne génère pas d'argent car la plupart de boyomais ne payent pas les billets», déplore Henri Mutombo, membre du comité de gestion du stade. Les dirigeants des clubs, anciens ou en fonction, les officiers de l'armée et de la police et autres personnalités remplissent la tribune d'honneur. Certains éléments de la police et de l'armée, des agents de la division des sports... s'arrangent pour vendre frauduleusement des billets. Le stade est bondé de fraudeurs qui glissent quelques billets aux agents commis à la sécurité. «Nos rapports aux autorités de la police et de l'armée pour dénoncer la fuite des recettes restent vains», regrette un membre de l'EUFKIS. «Nous allons changer toute l'équipe de vendeurs des billets», affirme Jean Pierre Lombebe, secrétaire exécutif de cet organisme.

Les recettes de certains matchs n'atteignent pas 5 \$ excepté des grands clubs comme Nika et Malekesa dont le dernier de la Linafoot a généré 1,8 millions de FC. Pour un stade de 17 000 places. Sur les 13 % versés au compte du stade, 10% devraient servir à sa maintenance. Mais «le gros du montant des recettes sert à la prime des 9 membres du comité de gestion du stade», explique Basumukangi, le chef de bureau des sports mais pas à renouveler les biens endommagés, déplore le président d'un club. Le 15 avril dernier, le ministre provincial des Sports, Willy Mugisa, a suspendu la présidente du comité de gestion du stade pour détournement de près de 3 millions de Fc. «C'est avec mes propres frais que je finance l'entretien du stade et je me fais rembourser après» explique la présidente...

Dans le stade, les violences entre supporters, jets de pierre, exactions diverses sont-telles qu'elles ont fait désertier certains spectateurs et détruit en partie ce patrimoine. «On doit dissocier l'administration de la politique. Si l'on veut infliger des sanctions à une équipe pour destruction méchante, les autorités politiques s'interposent», regrette Basumukangi. Le ministre des Sports a saisi le procureur de la République au début de l'année afin que les destructeurs, «kuluna» du sport, subissent la rigueur de la loi.

Ce stade devrait abriter les jeux des Grands lacs prévus cette année...

Daniel Lokulu

Courrier de lecteur

Je m'adresse à tous ceux qui participent à la réalisation de cette belle initiative qu'est Mongongo. De passage à Kisangani, j'ai acheté la dernière édition du périodique. Je tenais à vous dire combien j'avais été impressionné par la qualité rédactionnelles des articles, dont le style est agréable à lire et la qualité journalistique bien au-dessus de la moyenne. J'ai notamment été touché par le papier intitulé « Kumbakumba, les vieux aux vieux vélos », à la fois émouvant et bien documenté. Toutes mes félicitations à vous tous et longue vie à Mongongo!

Matthieu Perissé

Mongongo Journal école

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, en face de BEGO CONGO
journal_mungongo_kis@yahoo.fr

Editeur, rédacteur en chef :

Ernest Mukuli
Tél : 243(0) 81 200 63 99

Equipe rédactionnelle :

Trésor Boyongo, Hortense Basea, Lambert Lambe, Nadia Midesso, Gabriel Famba, Lyly Bendea, Daniel Lokulu (étudiants en Sciences de l'Information et de la Communication/Unikis)

Secrétariat de rédaction :

Pepe Mikwa

Distribution, marketing et maquette :

Jimmy Bakelenge
Tél : 243(0) 85 338 93 25

Supervision et formation :

Syfia international
Mail : contact@syfia.info
Tél : 33 (0)4 67 52 79 34

Impression : Etablissement Amisi

Dessin : Roger Bamungu

Abonnement annuel (24 numéros) 10 \$, abonnement de soutien 50 \$ minimum.

Points de vente : Bibliothèque centrale, Faculté des sciences et Cyber café Batam de l'Unikis, Gradi-Jeunes, La poste, Bld Hassan II, Commune de Lubunga et Paroisse Christ Roi Mangobo